

Plan de Travail 2022-2023 du Groupe Multipartite National de l'Initiative pour la transparence des pêches (FiTI) à Madagascar

Contenu

INTRODUCTION.....	2
ACTIVITES.....	3
CONTRAINTES POTENTIELLES ET OPTIONS DE MITIGATION EN 2023.....	3

Approuvé par le Groupe Multipartite National : [25 octobre 2022]

Ce Plan de Travail sera rendu public après son approbation par le GMN.

Introduction

L'Initiative pour la transparence des pêches (FiTI) est mise en œuvre à Madagascar par le biais d'un Groupe Multipartite National (GMN), composé de 12 représentants issus du gouvernement (4), du secteur privé (4) et de la société civile organisée (4).

Représentants du gouvernement	Représentants du secteur privé	Représentants de la société civile organisée
1. Ministère de la Pêche et de l'Economie Bleu	1. Groupement des Armateurs à la Pêche Crevetière de Madagascar (GAPCM)	1. Transparency International - Initiative Madagascar
2. Ministère de la Justice	2. Réfrigépêche	2. Coalition National de Plaidoyer Environnemental (CNPE)
3. Ministère de l'Environnement et Développement Durable	3. Association FMMA	3. Rohy Madagascar
4. Ministère du Transport (APMF)	4. Comité de Gestion du Poulpe (CGP)	4. WWF Madagascar

De plus, le réseau MIHARI agit en tant que Suppléant général du collège du secteur privé et Blue Ventures agit en tant que Suppléant général du collège de la société civile.

Ensemble, ce groupe assume plusieurs responsabilités importantes, notamment de :

- Déterminer le Plan de Travail annuel du pays en la matière ;
- Produire les Rapports FiTI annuels qui fournissent une évaluation de l'accessibilité et de l'exhaustivité des informations dans le domaine public pour toutes les exigences de transparence énoncées dans le Standard FiTI (Partie I, Section B.1) ;
- Faire des recommandations sur la manière d'améliorer les informations publiées par les autorités nationales ;
- Contribuer aux débats publics sur la façon dont le secteur de la pêche est géré.

En ligne avec le Standard FiTI (Partie I, Section A.6), le [*Plan de Travail Octobre 2022 - Décembre 2023 du GMN de la FiTI de Madagascar*](#) représente la sixième et dernière étape de l'adhésion avant que Madagascar puisse officiellement rejoindre la FiTI en tant que « Pays Candidat ».

Le but de ce Plan de Travail est de relater les principaux objectifs et activités du GMN dans un document en vue d'encadrer une mise en œuvre efficace, effective et pertinente de la FiTI dans le pays et de mettre en évidence les éventuelles contraintes (risques) dans la réalisation de ces objectifs

Activités

[Voir le document Excel complémentaire]

Contraintes potentielles et options de mitigation en 2023

Un certain nombre de *contraintes potentielles* ont été identifiées dans le cadre de ce Plan de Travail et pourraient avoir un impact tant sur l'efficacité opérationnelle du GMN de Madagascar que sur l'impact général de la FiTI sur les débats publics et l'élaboration des politiques ainsi que sur la longévité de l'initiative dans le pays. Il s'agit notamment des points suivants :

- **Le financement des activités liées à la FiTI** : Bien que la FiTI ne soit pas censée être une activité coûteuse et lourde pour un pays participant, certains fonds sont nécessaires, notamment d'une part, pour la production des *Rapports FiTI annuels* (par exemple, pour recruter le Compilateur du Rapport) et d'autre part, pour des activités secondaires (optionnelles) telles que l'organisation d'ateliers pour diffuser les résultats du Rapport FiTI parmi les différentes parties prenantes peuvent également nécessiter des fonds.
 - **Mitigation** : Compte tenu de la faiblesse de la situation économique à Madagascar, des discussions sur le manque des fonds publics disponibles pour soutenir la mise en œuvre de la FiTI ont déjà eu lieu longuement entre le Secrétariat international de la FiTI, le Ministère en charge de la Mise en Œuvre de la FiTI (c-à-d le Ministère de la Pêche et de l'Economie Bleue) et le Groupe Multipartite National.
- **Faibles taux de connexion à Internet** : La FiTI encourage les gouvernements à augmenter la disponibilité des informations de gestion des pêches dans le domaine public afin de rendre efficace la transparence et la participation dans le secteur. Cependant, le Standard FiTI considère que les informations ne sont disponibles dans le domaine public que lorsqu'elles sont « en ligne » (voir Partie 1, Section B.1 du Standard FiTI). Or, le *manque de connectivité Internet* dans certaines parties de Madagascar rend cela problématique dans la mesure où malgré les efforts de mettre toutes les informations pertinentes en ligne, ces informations peuvent ne pas atteindre une grande partie de la population.
 - **Mitigation** : Le GMN entreprend une variété d'activités de communication hors ligne, entre autres de s'assurer que les informations en la matière soient transmises au niveau régional et local notamment le rapport de la FiTI qui va être imprimé et distribué aux bureaux régionaux du MPEB etc.
- **Changement politique** : Les élections présidentielles se tiendront à Madagascar au cours du dernier trimestre de 2023, et ainsi s'en suivra de cela *un changement de*

gouvernement. Ainsi, dans un éventuel changement de leadership et dans le cas où gouvernement retire son soutien à la FiTI étant donné que la FiTI est une initiative à laquelle un gouvernement s'engage volontairement, la poursuite de la mise en œuvre de l'initiative risque d'être compromise pour Madagascar.

- **Mitigation :** Le GMN s'efforce d'institutionnaliser la FiTI au-delà du gouvernement (par exemple, en invitant des organisations internationales présentes à Madagascar à rejoindre le GMN en tant qu'observateurs permanents, ex. la FAO, à la Banque mondiale, etc.)
- **Méfiance à la transparence :** Comme la transparence dans la gestion de la pêche est un concept relativement nouveau à Madagascar, il faut reconnaître qu'il peut y avoir une certaine *résistance ou suspicion* de la part de certains aspects de la société à l'engagement de Madagascar dans la FiTI.¹
 - **Mitigation :** Le GMN entreprend diverses activités dans le but de sensibiliser les acteurs clés du secteur de la pêche à Madagascar aux avantages de la transparence pour une gestion durable de la pêche.

¹ Le processus de rapport peut se confronter à certains obstacles comme ceux énumérés dans la Section 6 de la Note d'Orientation n°2 « Compilation des Rapports FiTI » (https://www.fiti.global/wp-content/uploads/2020/11/FiTI_GN02_CompilingReports_FR_20190524.pdf)